

**Un savoir enseigner en contexte. Dialogues canado-camerounais  
Jalons d'une coopération scientifique entre les universités d'Ottawa et catholique  
d'Afrique centrale**

**Les 15 et 16 avril 2021**

**Symposium international**

Les Facultés d'éducation de l'Université d'Ottawa (UO) et de philosophie de l'Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC) vous convient à un symposium international portant sur les enjeux sociaux du savoir enseigner.

Cet événement, co-animé par Nathalie Bélanger, professeure titulaire à la Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa (UO) et Siméon Essama, vice-doyen chargé des enseignements à la Faculté de philosophie de l'Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC), aura lieu en mode virtuel lors de deux demi-journées, les 15 et 16 avril 2021, aux heures locales de 8:45 à 11:30 (HNE) et de 13:45 à 16:30 (heure de Yaounde). Des mots de bienvenue seront prononcés par le vice-recteur aux affaires internationales et à la francophonie (UO) Sanni Yaya ainsi que par le vice-recteur chargé des affaires académiques (UCAC) Ephiphane Kinnhoun. Une allocution d'ouverture par les doyens Richard Barwell de la Faculté d'éducation (UO) et Richard Ngonu de Faculté de philosophie (UCAC) lanceront ce symposium.

**Argumentaire ou énoncé de symposium**

L'éducation est historiquement documentée par la philosophie et la psychologie (Plaisance et Vergnaud, 2012), ce qui a contribué, dans le champ plus spécifique de la formation et de la pédagogie, à une valorisation de préceptes à suivre et de ce qui apparaît souhaitable (Mialaret, 2016). L'apport ultérieur de la sociologie a permis, par la recherche in situ, de s'intéresser à la socialisation et aux contextes dans lesquels la formation prend place. Les sociologies de l'éducation et de l'école, s'ajoutant ainsi aux sciences de l'éducation, ont ouvert un champ de recherche qui incite à décrire des phénomènes, interroger des pratiques, réfléchir aux conséquences ou comprendre des trajectoires. Le savoir enseigner qui prend tout son sens dans les contextes dans lesquels il se déploie et se construit, s'en trouve bonifié (ACELF, 2000; Carette et Rey, 2010). En aménageant des lieux de formation (universités, stages en milieu scolaire) et de diffusion (revues spécialisées, congrès en éducation), les sciences de l'éducation poursuivent le double objectif de former aux métiers de l'éducation mais aussi d'interroger ou d'examiner ce qui en ressort (Charlot, 2017). Si la recherche en éducation est abondamment documentée dans le contexte de la France, d'autres espaces francophones requièrent que l'on s'y intéresse. À cet égard, deux contextes susciteront le dialogue dans le cadre de ce symposium : le Cameroun et le Canada. Dans les deux cas il s'agira de parler de formation et de recherche.

Pour le premier, un besoin de formation du personnel enseignant se fait sentir notamment dans le secteur de l'enseignement public au Cameroun, mais surtout dans celui privé laïc et de l'enseignement confessionnel en particulier qui peinent à recruter et à retenir des enseignants qualifiés. Si un début de solution a été trouvé au niveau primaire par l'autorisation par l'État de l'ouverture et le fonctionnement effectifs des Écoles normales d'Instituteurs de l'Enseignement Général (ENIEG) privées, au niveau du secondaire des

instituts de formation pour le personnel enseignant de cet ordre sont encore rares. L'accès à la profession reste subordonné aux concours périodiques organisés par l'État pour un nombre très limité de candidatures. Tout cela questionne le problème de la politique de formation du personnel enseignant : la réponse du gouvernement à la demande ou besoin de formation est très insuffisante. Faut-il continuer aujourd'hui à former uniquement dans le cadre colonial des écoles normales ? Le concept d'école normale n'appelle-t-il pas déjà son dépassement ? L'accord entre le Saint Siège (Vatican) et la république du Cameroun concernant le siège de l'Institut Catholique de Yaoundé donne aux diplômés délivrés et par ricochet aux formations dispensées à l'Institut catholique de Yaoundé une reconnaissance de plein droit au Cameroun. Toute chose qui donne la latitude à cette institution de créer une formation dont les objectifs sont d'une part la formation du personnel enseignant, du personnel d'administration des structures éducatives, inexistante jusqu'aujourd'hui, et la formation à la recherche en éducation d'autre part. Le monopole de la formation du personnel enseignant de l'enseignement du second degré par l'État agit comme un frein à la professionnalisation des métiers de l'éducation dans cet ordre d'enseignement. Le manque d'offres de formation entraîne une explosion statutaire due au recrutement à la fois des enseignant.es qualifiés et non qualifiés quand il ne s'agit pas d'une séparation arbitraire des uns pour un statut plus avantageux aujourd'hui de fonctionnaire tout en reléguant les autres au statut peu enviable de contractuel. Dans les deux cas pourtant, les mêmes exigences professionnelles leur sont imposées par l'État. Ce qui pose un problème sinon de justice du moins d'équité auquel il faut se pencher. L'accès au poste de direction d'école se fait par décret ou nomination, ce qui n'est souvent pas exempt de favoritisme ou de népotisme. De jeunes enseignant.es sont promus au détriment des plus anciens. D'où le sentiment d'injustice éprouvé par certains. L'accès au poste de direction d'établissement, plus généralement perçu comme une promotion et non comme un ensemble de compétences à déployer sur le terrain, maintient un statu quo plutôt qu'innove. Dans le secteur public, la structure directoire semble plus bureaucratique et pléthorique que dans le privé. De plus, étant nommée par la hiérarchie ministérielle, la direction voit par le fait même son leadership réduit. La Faculté de philosophie de l'Université Catholique d'Afrique Centrale entend créer une formation autonome en sciences de l'éducation en son sein afin de répondre à ces défis.

Au Canada, tenant compte du double héritage français et anglais, l'offre scolaire inclut un réseau autonome d'éducation en milieu linguistique minoritaire, lequel n'a cependant pas toujours bénéficié de protection. Entre tolérance de la langue minorisée dans l'enceinte de l'école, à son interdiction jusqu'à sa protection depuis l'énoncé de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et aux efforts de revitalisation à travers des politiques d'aménagement linguistique, la recherche et les enjeux de formation dans le contexte de ce réseau scolaire demeurent prioritaires (Bélanger et Dulude, 2020). D'autant plus que ce réseau est par ailleurs diversifié et appelé à l'être davantage selon un rapport de Statistiques Canada préparé par Houle et Corbeil (2017) qui montre que la population de langue française de l'Ontario en particulier devrait aller en s'accroissant jusqu'en 2036, selon les flux de nouveaux arrivants, et que des problèmes de recrutement et de rétention d'un personnel enseignant l'affectent (FCE, 2014). Pourtant, des candidat.es à la formation à l'enseignement ayant complété une partie de leur scolarité ailleurs dans le monde, avant de s'inscrire à la formation, mentionnent des problèmes d'insertion dans la profession, notamment dès leur placement en stage (Dalley, 2020; Dalley, Burke-Saulnier et Lebel, 2020). Des conceptions de l'enseignement tantôt magistrales et centrées sur les savoirs à transmettre tantôt sur les élèves apparaissent en concurrence entraînant entre autres des incompréhensions (Duchesne 2010).

Compte tenu de ces enjeux ayant trait à la formation d'un personnel enseignant qualifié à exercer dans un tel réseau, au recrutement et à la rétention d'enseignant.es ainsi qu'aux besoins énoncés par les conseils scolaires en matière d'enseignement et d'apprentissage en milieu linguistique minoritaire pluraliste, réfléchir ensemble au savoir enseigner s'avère avisé. La Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa s'apprête à mettre en œuvre un programme de maîtrise (options cours et mémoire) en *Éducation en milieu linguistique minoritaire et inclusion* afin de mieux répondre aux changements rapides vécus dans la francophonie ontarienne, canadienne et internationale et de contribuer à former les étudiant.es aux questions et aux enjeux sociolinguistiques et sociodidactiques qui caractérisent l'éducation dans un tel contexte.

Les enjeux sociolinguistiques sont d'une actualité brûlante au Cameroun où une guerre de sécession oppose le gouvernement camerounais à des factions des régions anglophones du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. La marginalisation de l'héritage colonial anglais minoritaire par la majorité francophone constitue la principale pomme de discorde. La minorité anglophone réclame principalement le maintien de la tradition juridique de la Common Law et l'enseignement en anglais par les enseignants anglophones dans les écoles de la zone anglophone. Sur le plan scolaire, qui nous intéresse ici, l'affectation des enseignants francophones en zone anglophone est perçue par la minorité comme une tentative gouvernementale de franciser la minorité anglophone. Pour le gouvernement, l'opposition de la minorité est perçue comme une menace à la cohésion nationale. Or, si la Constitution de 1996 et la loi d'orientation scolaire de 1998 exhibent officiellement un héritage biculturel (anglophone et francophone) commun, il reste qu'une majorité de la population est scolarisée en français et que tous les actes administratifs sont d'abord écrits en français. D'où un sentiment de frustration de la minorité. Tandis que la peur de la perte de l'héritage colonial anglais taraboude la minorité anglophone, on assiste à une timide réhabilitation des langues locales à l'école. Mais tout cela se passe en l'absence de norme juridique ou politique. Comment sortir de la prégnance du modèle colonial qui, autrefois, avalisait explicitement, et aujourd'hui avalise implicitement la supériorité de certaines langues sur d'autres?

Les deux cas traités ici sont confrontés à des enjeux somme toute similaires ayant trait à la formation et à la professionnalisation du personnel enseignant mais aussi de directions d'école dans des contextes de formation et de pénurie, d'enjeux de minorisation eu égard aux langues nationales et de scolarisation, tout en présentant des réalités différentes dont il faudra tenir compte dans le dialogue initié ici. L'objet de ce symposium est en effet de réfléchir, à travers le dialogue, à ces similarités et différences, afin de renseigner le « savoir enseigner » en contexte. Ce symposium pose les premiers jalons d'une collaboration canado-camerounaise qui s'amorce dans le champ des sciences de l'éducation et qui s'inscrit dans le cadre d'une récente *Déclaration de coopération générale* signée par les deux institutions en novembre 2019 et que nous souhaitons concrétiser à travers notamment les axes de réflexion qui suivent.

## **Axes de réflexion**

### **1) Formations enseignante et de direction d'établissement**

Dans les deux contextes examinés, quelle formation et quelle politique mettre en œuvre pour résorber la pénurie des enseignants ? Comment susciter l'attrait et le maintien de candidat.es au métier d'enseignant ? Si au Canada, l'accès au poste de direction d'école est soumis au développement de certaines compétences

attestées par une ou des formations dans des structures agréées, au Cameroun l'accès à un poste de direction se fait par décret ou par nomination. En prenant appui sur les deux contextes examinés, quel profil de direction envisager et pour quel organigramme scolaire ? Quelles compétences et quelles responsabilités pour les nouvelles directions d'école dans des contextes de décentralisation?

## **2) Professionnalisation**

Le problème de formation aussi bien du personnel enseignant que des directions pose en creux celui de la professionnalisation des métiers de l'éducation et de la gestion des carrières de ces personnels. Par quoi reconnaît-on un professionnalisme enseignant ou d'une direction d'école ? Quel développement professionnel pour le personnel enseignant ?

## **3) Langues minorisées et de scolarisation**

Alors qu'une double colonisation caractérise les deux contextes étudiés, mais de manière différente, quasi en miroir, comment sortir de la dichotomie entre langue première et langue de scolarisation (variétés langagières versus langues de scolarisation et héritées de l'ère coloniale) ? Pourquoi est-il important d'enseigner les ou/en langues minoritaires ou minorisées ? Quel cadre juridique et quelle politique d'aménagement linguistique dans un contexte plurilingue ?

## **4) Recherche**

Quelle formation à la recherche pour répondre de manière pertinente aux défis suscités par nos deux contextes ? Au Cameroun, par exemple, l'importation de l'expertise internationale ou la traduction en politiques ou orientations politiques des résultats de la recherche des experts internationaux répond très rarement aux besoins voire aux aspirations ou priorités des citoyens. Au Canada, et plus spécifiquement, dans le contexte de l'Ontario français traité ici, quel est le statut de la recherche en éducation en contexte linguistique minoritaire, qu'en sait-on et quels angles reste-t-il à couvrir afin de documenter les métiers de l'éducation, plus spécialement ceux de l'enseignement et de la direction d'école ?

### **Formats de présentation**

Les intervenant.es présenteront pendant une période de dix à quinze minutes. Suivra une période d'échange.

Au sortir du symposium, nous pourrons envisager une publication multimodale qui pourrait prendre la forme d'un montage d'extraits enregistrés des communications et/ou d'un retour sur les réflexions apportées.

## Programme

Les sessions se dérouleront selon l'horaire suivant. La première indication dans la colonne indique l'heure locale à Ottawa (HNE) tandis que la deuxième indique l'heure locale à Yaoundé. Après les mots de bienvenue et les allocutions d'ouverture, il est prévu de consacrer une quinzaine de minutes à chacune des présentations avant d'engager la discussion avec les participant.es au symposium après chacune d'elles

### 15 avril 2021

8:45 à 9:00 13:45 à 14:00	Mots de bienvenue <b>Sanni Yaya</b> vice-recteur aux affaires internationales et à la francophonie Université d'Ottawa & <b>Ephiphane Kinhoun</b> vice-recteur chargé des affaires académiques de l'UCAC
9:00 à 9:15 14:00 à 14:15	Allocutions d'ouverture <b>Richard Ngono</b> , doyen, Faculté de philosophie, UCAC & <b>Richard Barwell</b> , doyen, Faculté d'éducation, Université d'Ottawa
9:15 à 9:45 14:15 à 14:45	Présentation : <i>Universitariser la formation des enseignants et des administrateurs des structures éducatives au Cameroun, pour quelle professionnalité ?</i> suivie d'une période de questions, commentaires <b>Siméon Essama</b> vice-doyen, Faculté de philosophie de l'Université Catholique d'Afrique Centrale
9:45 à 10:15 14:45 à 15:15	Présentation : <i>Éducation en contexte linguistique minoritaire. Prolégomènes.</i> suivie d'une période de questions, commentaires <b>Nathalie Bélanger</b> , professeure titulaire Faculté d'éducation, Université d'Ottawa
10:15 à 10:45 15:15 à 15:45	Présentation : <i>L'enseignement comme un métier de transit au Cameroun</i> suivie d'une période de questions, commentaires <b>Claire Mengue</b> , professeure, Faculté de philosophie de l'Université Catholique d'Afrique Centrale
10:45 à 11:15 15:45 à 16:15	Présentation : <i>Complexité institutionnelle et directions en contexte minoritaire francophone: la place de la sociologie des organisations dans la recherche et formation</i> suivie d'une période de questions, commentaires <b>Éliane Dulude</b> , professeure adjointe, Faculté d'éducation, Université d'Ottawa

### 16 avril 2021

8:45 à 9:15 13:45 à 14:15	Présentation : <i>La nécessité de la revalorisation de l'enseignant du secteur privé au Cameroun</i> suivie d'une période de questions, commentaires <b>David Iléba</b> , professeur, Faculté de philosophie de l'Université Catholique d'Afrique Centrale
------------------------------	---

9:15 à 9:45 14:15 à 14:45	Présentation : <i>Quelles compétences pour quelles directions d'école ? Questionner l'influence du capital social pour repenser l'accès à la direction d'école</i> suivie d'une période de questions, commentaires <b>Marthe Foka</b> , étudiante au doctorat, Faculté d'éducation, Université d'Ottawa
9 :45 à 10:15 14:45 à 15:15	Présentation : Professionnalisation des enseignements: Opérationnalité au risque des projets globaux de l'éducation, suivie d'une période de questions, commentaires <b>Forbi Kizito Stephen</b> , professeur, Faculté de philosophie de l'Université Catholique d'Afrique Centrale
10:15 à 10:45 15:15 à 15:45	Présentation : <i>La diversification des pratiques d'enseignement et d'apprentissage et les défis émergents</i> , suivie d'une période de questions, commentaires <b>Carolina Ruminot</b> , professeure adjointe, Faculté d'éducation, Université d'Ottawa
10:45 à 11:00 15:45 à 16:15	Mot de la fin du symposium <b>Nathalie Bélanger et Siméon Essama</b>

### Bibliographie sommaire

ACELF (2010). Savoirs de formation et savoir d'expérience : un processus de transformation. *Éducation et francophonie* numéro thématique sous la direction de Raymond Leblanc

Bélanger, N et Dulude, E. (2020). La francophonie, un objet à redéfinir. [Éducation et Francophonie](#), numéro thématique XLVIII(1).

Carette V. et Rey, B. (2011). *Savoir enseigner dans le secondaire* Bruxelles : de Boeck

Charlot, B. (2017). Formes et enjeux des recherches en éducation et formation. *Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle*, vol. 50(1), 17-30.

Dalley, P. (2020). From Africa to Teacher Education in Ontario. Dans Phelan, A.M., Ng-A-Fook, N. Kane R (dir.), *Reconceptualizing Teacher Education Worldwide : A Canadian Contribution to a Global Challenge* (p. 141-168). Presses de l'Université d'Ottawa : Ottawa.

Duchesne, C. (2010). L'apprentissage par transformation en contexte de formation professionnelle. *Éducation et francophonie* 38(1)

Eboko, F. et Awondo, P. (2010). Introduction au thème : L'État stationnaire entre chaos et renaissance. *Politique africaine*, 150, 5-27.

Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FEC) (2014). Enjeux de l'enseignement en contexte minoritaire francophone. Ottawa.

Kahn, S et Rey, B. (2016). La notion de compétence, une approche épistémologique. *Éducation et francophonie*. XLIV(2) en ligne

Konings, P. et Nyamnjoh, F. B. (2004). *Negotiating an Anglophone Identity. A study of the Politics of Recognition and Representation*. Leiden-Boston : Brill

International Crisis Group (2017). Cameroon's anglophone crisis at the crossroads. *Africa Report*, 250.

Mialaret, G. (2016). Les origines et l'évolution des sciences de l'éducation en pays francophones *Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle*, 49(3), 53-69.

Ngonga, H. (2010). *Efficacité comparée de l'enseignement public et privé du Cameroun*. Thèse de Doctorat. Dijon : Université de Bourgogne

Plaisance et Vergnaud (2012). *Les sciences de l'éducation*. Paris : La découverte collection Repères

Tabi Manga, J. (2000). *Les politiques linguistiques du Cameroun : essai d'aménagement linguistique*. Paris : Karthala

